



**l'Assurance  
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Haut-Rhin

## MARCHE DE SERVICES

**Procédure n°2025141  
Appel d'offres ouvert**

**Collecte, mise sous plis, affranchissement et  
dépôt postal du courrier papier et des colis  
sortants : traitement des plis à réaliser par le  
prestataire dans ses propres locaux,  
enveloppes fournies par la CPAM**

**Cahier des Clauses  
Administratives et Techniques  
Particulières  
(C.C.A.T.P.)**

Pouvoir adjudicateur qui passe le marché :  
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Haut-Rhin  
19 boulevard du Champ de Mars  
68022 COLMAR CEDEX

Date limite des **questions** : **mercredi 26 novembre 2025**

Limite de réception des **candidatures et des offres** : **mercredi 10 décembre 2025 à 11h00.**

*Seul l'exemplaire de ce document détenu dans les archives  
de la CPAM du Haut-Rhin fera foi.*

## SOMMAIRE

<b>1. NATURE, FORME ET OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
1.1. NATURE JURIDIQUE ET FORME DU MARCHÉ .....	4
1.2. PARTIES CONTRACTANTES .....	4
1.3. TITULAIRE DU MARCHÉ ET ELECTION DE DOMICILE.....	4
1.4. OBJET DE L'ACCORD CADRE - NATURE DES PRESTATIONS.....	5
<b>2. ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>5</b>
<b>3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>4. DURÉE DU MARCHÉ.....</b>	<b>6</b>
<b>5. QUANTITÉS .....</b>	<b>6</b>
5.1. HISTORIQUE INDICATIF .....	6
5.2. MINIMUM ET MAXIMUM DE COMMANDE .....	7
5.3. RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....	7
<b>6. SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>7</b>
6.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	7
6.2. MODALITÉS D'ACCEPTATION DU SOUS-TRAITANT .....	7
6.3. MODALITÉS RELATIVES AU PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT.....	8
<b>7. CONDITIONS D'EXECUTION.....</b>	<b>9</b>
7.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX.....	9
7.2. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS – DÉLAIS .....	9
7.2.1. COMPTABILISATION DES COURRIERS ET COLIS À PRENDRE EN CHARGE PAR LE TITULAIRE .....	9
7.2.2. PRISE EN CHARGE DES COURRIERS/COLIS.....	10
7.2.3. BONS DE COMMANDE ET DÉLAI D'EXECUTION - DÉLAI DE DÉPÔT DES PLIS À LA POSTE.....	11
7.2.4. CONDITIONNEMENTS ET COMPTES D'IMPUTATION.....	12
7.2.5. MISE SOUS PLI.....	12
7.2.6. AFFRANCHISSEMENT .....	12
7.2.7. ACHÈMÈNEMENT À LA POSTE POUR EXPÉDITION AUX DESTINATAIRES .....	14
7.2.8. SÉCURITÉ DES TRANSPORTS .....	14
7.2.9. CONTINUITÉ DE SERVICE .....	14
7.2.10. CONTRÔLE DES PRESTATIONS ET DES FACTURATIONS ET DÉLAIS D'INFORMATION .....	14
7.3. DÉBUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	15
7.4. RÉUNIONS .....	15
7.5. MODALITÉ DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....	15
7.6. ACCÈS AUX LOCAUX.....	15
7.7. OBLIGATION DE CONSEIL - NORMALISATION ET RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION .....	16
7.8. ENGAGEMENT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL .....	16
7.8.1. CLAUSE SOCIALE - HEURES D'INSERTION OBLIGATOIRES .....	16
7.8.2. ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL .....	19
7.9. SITUATION DE COMPTE .....	20
<b>8° MODIFICATION DU MARCHÉ – CLAUSE DE REEXAMEN .....</b>	<b>20</b>
8.1. MODIFICATIONS UNILATÉRALES DU CONTRAT PAR ORDRE DE SERVICE .....	20
8.2. MODIFICATIONS DU CONTRAT PAR ACTE SIGNÉ PAR LES DEUX PARTIES (AVENANT) .....	21
<b>9. CONFIDENTIALITÉ – LIVRET DE SÉCURITÉ DU PRESTATAIRE .....</b>	<b>21</b>
9.1. CONFIDENTIALITÉ .....	21
9.2. LIVRET DE SÉCURITÉ DU PRESTATAIRE – LISTE À EMARGER .....	22

<b>10. CONFORMITE INFORMATIQUE ET LIBERTE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....</b>	<b>23</b>
10.1. RESPONSABILITE DES PARTIES AU CONTRAT .....	23
10.2. DESCRIPTION DES TRAITEMENTS EFFECTUES PAR LE SOUS-TRAITANT.....	23
10.3. ENGAGEMENT DE CHACUNE DES PARTIES.....	24
10.4. MESURES DE SECURITE .....	25
10.5. ANALYSE DE LA CONFORMITE ET DOCUMENTATION .....	25
10.6. INCIDENT DE SECURITE ET SUSPICION DE VIOLATION DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL..	25
10.7. EXERCICE DES DROITS DE PERSONNES .....	26
10.8. SORT DES DONNEES.....	26
<b>11. CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHÉ.....</b>	<b>27</b>
11.1. FORME DU PRIX.....	27
11.2. NATURE DE PRIX .....	27
11.3. CONTENU DES PRIX.....	27
11.4. VARIATION DES PRIX.....	28
<b>12. FACTURATION .....</b>	<b>28</b>
12.1. MODALITES D’ETABLISSEMENT DES FACTURES.....	28
12.2. MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES .....	29
<b>13. NANTISSEMENT OU CESSIONS DE CREANCE .....</b>	<b>29</b>
<b>14. REGLEMENT.....</b>	<b>29</b>
14.1. DELAI DE PAIEMENT .....	29
14.2. RETARD DE PAIEMENT .....	29
<b>15. PENALITES .....</b>	<b>30</b>
15.1. PENALITES POUR RETARD.....	30
15.2. PENALITES POUR ABSENCE .....	30
15.3. PENALITES POUR PERTE OU DETERIORATION IMPUTABLE AU TITULAIRE .....	30
15.4. PENALITES POUR NON CONFORMITE.....	31
<b>16. DOMMAGES ET RESPONSABILITE.....</b>	<b>31</b>
<b>17. ASSURANCES.....</b>	<b>31</b>
<b>18. PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES .....</b>	<b>32</b>
<b>19. ACOMPTE ET AVANCES.....</b>	<b>32</b>
<b>20. STIPULATIONS APPLICABLES AUX GROUPEMENTS .....</b>	<b>32</b>
<b>21. RESILIATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>32</b>
<b>22. LITIGES, LANGUE, MONNAIE .....</b>	<b>32</b>
<b>23. DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....</b>	<b>33</b>

## **SIGLES**

AE	Acte d'Engagement
BPU / DQE	Bordereau des prix unitaires / Détail Quantitatif Estimatif
CCAG-FCS	Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services
CCATP	Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières
CCP	Code de la Commande Publique
CPAM	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
RGPD	Règlementation Générale sur la Protection des Données

## **1. NATURE, FORME ET OBJET DU MARCHÉ**

### **1.1. NATURE JURIDIQUE ET FORME DU MARCHÉ**

Le présent marché est passé en application du code de la commande publique et est soumis aux conditions de passation et d'exécution prévues pour les marchés de l'État, selon les dispositions de l'article L124-4 du code de la sécurité sociale modifié.

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande selon les dispositions de l'article R2162-2 et suivants du code de la commande publique, unique (non allotis, par référence à article L2113-10 du CCP) à exécuter par un seul opérateur pour le traitement des courriers papier et colis sortant de la CPAM du Haut-Rhin.

Le titulaire s'engage à exécuter l'ensemble des prestations objets du présent marché et à respecter l'ensemble de la réglementation y afférent.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

### **1.2. PARTIES CONTRACTANTES**

Les parties contractantes sont :

- La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Haut-Rhin (CPAM), désigné également en tant qu'« Organisme » dans le présent CCATP, et représentée par son Directeur, *d'une part*
- L'opérateur économique titulaire du marché désigné dans le présent CCATP par l'expression « le Titulaire », *d'autre part*.

### **1.3. TITULAIRE DU MARCHÉ ET ELECTION DE DOMICILE**

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCATP sous le vocable « le titulaire » sont précisées à l'article B1 de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI 1).

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur la partie B1 de l'acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit la CPAM par lettre recommandée avec avis de réception postal.

#### 1.4. OBJET DE L'ACCORD CADRE - NATURE DES PRESTATIONS

L'accord cadre régi par le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières est un accord cadre de service de :

**Collecte, mise sous plis, affranchissement et dépôt postal du courrier papier et des colis sortants : traitement des plis à réaliser par le prestataire dans ses propres locaux, enveloppes fournies par la CPAM**

L'exécution concernera :

- Des lettres recommandées avec AR,
- Des Ecoplis (J+4),
- Des courriers de communication (type « Destineo »),
- Des colis (type « Colissimo » ou équivalent),

**Les lettres prioritaires et les colis urgents, type Chronopost ou équivalent, sont exclus du champ du présent marché.**

Le prestataire disposera obligatoirement d'un contrat d'**Ecoplis industriels** G4 souscrit avec La Poste.

#### 2. ALLOTISSEMENT

Non, il s'agit d'un marché unique.

#### 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement et ses annexes (annexe n°1 : annexe financière/BPU/DQE ; annexe n°2 : livret de sécurité du prestataire ; annexe n°3 : charte RSO, puis les autres annexes, le cas échéant), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché, à savoir le CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 pour les marchés publics de Fournitures Courantes et Services, et consolidé au 30 septembre 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

## 4. DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet à compter de la date de réception de la notification d'attribution par le titulaire.

A compter de cette date, il produit ses effets jusqu'au 31 décembre 2026. Le titulaire prend en charge les courriers et colis à compter du 22 avril 2026.

Sur décision unilatérale de la CPAM, le contrat peut éventuellement être reconduit tacitement pour une période d'UN AN et ce jusqu'à maximum TROIS FOIS soit au maximum jusqu'au 31 décembre 2029. En cas de décision de non reconduction, celle-ci est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins deux mois avant la fin de la période.

Sans préjudice des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS, le marché peut être dénoncé par la CPAM à tout moment avec un préavis minimum de DEUX MOIS, notamment en cas de survenance d'un nouveau marché national ou qui serait lancé par le Pôle Régional Achats du Grand Est et couvrant tout ou partie des prestations. Le cas échéant, la dénonciation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal. Aucun projet national ou régional en ce sens n'est néanmoins connu au lancement de l'appel d'offres (il existe un marché national pour doter les organismes d'équipements d'affranchissement).

En cas de dénonciation du contrat sans faute du titulaire, et par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, aucune indemnité de résiliation n'est due dès lors que la première période contractuelle aura été exécutée. Si l'indemnisation est due, elle l'est sur la base des mois restants de la première période contractuelle. Par dérogation au 1er paragraphe de l'article 42 du CCAG-FCS, l'indemnité due, le cas échéant, correspond, pour chaque mois restant jusqu'à la fin de la première période (31/12/2026), à 5% du montant moyen mensuel HT des prestations admises le(s) premier(s) mois d'exécution du marché, à l'exclusion des frais postaux d'affranchissement.

Toute commande émise avant la fin du marché ou avant la prise d'effet de la résiliation du marché, le cas échéant, est à exécuter dans son intégralité.

## 5. QUANTITES

### 5.1. HISTORIQUE INDICATIF

NOMBRE D'AFFRANCHISSEMENT	1er semestre 2025	moy / j. ouvré	%
Ecopli France < 50 g	2 290	19	9
Ecopli Département < 50 g	19 103	155	74
Ecopli France > 50 g	687	6	3
Lettre prioritaire internationale	77	1	0
Lettre prioritaire international AR	0	0	0
Lettre prioritaire France	0	0	0
Recommandé international avec AR	20	0	0
Recommandé avec AR jusqu'à 20 g	78	1	0
Recommandé avec AR de 21 g à 50 g	538	4	2
Recommandé avec AR > 50 g	174	1	1
Ecopli égrené	1 662	14	6
Lettre performance	1 153	9	4
Colis	3	0	0
<b>PLIS AFFRANCHIS</b>	<b>25 785</b>	<b>210</b>	<b>100</b>
<b>MISE SOUS PLIS</b>	<b>5 020</b>	<b>41</b>	

## 5.2. MINIMUM ET MAXIMUM DE COMMANDE

Accord cadre sans minimum. Montant maximum de 700.000 euros HT sur la durée maximum de l'accord cadre.

Collecte en jours ouvrés sur 2 sites (Colmar et Mulhouse) et dépôt postal journalier en jours ouvrés.

A titre purement indicatif : 23.000 mises sous pli et 62.000 affranchissements dont 10.000 Destineos par an.

## 5.3. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

La CPAM se réserve la possibilité de recourir à un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique. Il est précisé que la durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

## 6. SOUS-TRAITANCE

### 6.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Si l'un des titulaires du marché envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, il devra en faire la demande au Directeur de la CPAM du Haut-Rhin conformément aux dispositions des articles R2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

La sous-traitance de certaines parties du marché est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Directeur de la CPAM du Haut-Rhin et de l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de la CPAM du Haut-Rhin.

### 6.2. MODALITES D'ACCEPTATION DU SOUS-TRAITANT

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire fournit à l'acheteur une déclaration (cf. le formulaire DC4) mentionnant :

1° La nature des prestations sous-traitées ;

2° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé

3° Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;

4° Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

5° Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au code de la commande publique (cf. les articles L2141-1 et suivants).

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R2191-3 à R2191-31 s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, le cas échéant, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Que cela soit dans le cas 1° ou dans le cas 2°, si le titulaire entend recourir aux services d'un **sous-traitant étranger**, la demande de sous-traitance devra comprendre, outre les pièces mentionnées ci-avant, une déclaration signée du sous-traitant comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... ayant pour objet ..... Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement sont libellées et adressées selon les modalités prévues aux articles R2193-11 et R2193-14 du code de la commande publique. Libellés en euros, les prix resteront inchangés en cas de variation de change ; Toutes les correspondances que je pourrais adresser à la CPAM seront rédigées en français. »*

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties (cf. le formulaire DC4). Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

En tout état de cause, la CPAM se réserve le droit de refuser le sous-traitant si les garanties présentées n'apparaissent pas suffisantes notamment pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées au 6° de l'article 4 et à l'article 121 de la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par la CPAM de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure avec son sous-traitant un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent marché en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à la CPAM.

### 6.3. MODALITES RELATIVES AU PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT

Conformément aux dispositions de l'article R2193-10 du code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros toutes taxes comprises, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par la CPAM, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.



Le paiement direct est obligatoire même si le titulaire du marché est en état de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde.

La demande de paiement direct adressée au titulaire et à l'acheteur est libellée au nom du pouvoir adjudicateur CPAM. Les factures en revanche doivent être libellées au nom du titulaire du marché public qui est le seul responsable de la bonne exécution des prestations à l'égard de l'acheteur.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Passé ce délai, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées ci-avant ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à la CPAM accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

La CPAM adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant et informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

La CPAM procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Le délai de paiement du sous-traitant ouvrant droit à paiement direct court à compter de la plus tardive des formalités suivantes :

- La réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord exprès du titulaire concernant la demande de paiement du sous-traitant ou de son accord tacite, si dans le délai de 15 jours qui lui est imparti, il n'a pas formellement opposé son refus au paiement direct ;
- La réception par l'acheteur de la copie de la facture adressée au titulaire et de l'accusé de réception attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement du sous-traitant.

## **7. CONDITIONS D'EXECUTION**

### **7.1. OBJECTIFS GENERAUX**

L'objectif poursuivi par la CPAM du Haut-Rhin est de réduire ses coûts de fonctionnement (compensation des frais d'externalisation de la gestion de ses courriers papier sortants par la réduction des coûts postaux d'acheminement par un affranchissement aux tarifs postaux industriels) tout en assurant la qualité de la prestation et le respect de ses engagements sociaux et environnementaux (cf. la charte RSO).

### **7.2. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS – DELAIS**

#### **7.2.1. Comptabilisation des courriers et colis à prendre en charge par le titulaire**

Chaque service comptabilise au quotidien les courriers/colis confiés au titulaire, en distinguant les différentes catégories et zones de destination.

Les catégories comptabilisées sont les suivantes :

- Mises sous pli 1 feuille ;
- Mises sous pli 2 à 5 feuilles ;
- Enveloppes Petit Format C6 Ecopli (J+4) ;
- Enveloppes Moyen Format C5 Ecopli (J+4) ;
- Enveloppes Grand Format avec fenêtre C4 Ecopli (J+4) ;
- Enveloppes Grand Format à soufflet C4 Ecopli (J+4) ;
- Recommandés avec AR ;
- Colis ;
- Plis préaffranchis.

Les courriers sont comptabilisés selon leur zone de destination :

- Département 68 ;
- France hors département 68 ;
- International.

**Le titulaire recueille quotidiennement ces données au moyen d'un fichier Excel transmis par la CPAM avant 14h30 et il contrôle la cohérence avec les plis pris en charge le même jour. Il signale sans délai par courriel à la CPAM toute incohérence constatée entre les quantités déclarées par les services et les quantités de plis physiques pris en charge.**

A titre indicatif :

COURRIERS SORTANTS REMIS PAR : NOM DU SERVICE DECLARANT																																	
Indiquez les quantités sortantes chaque jour ouvré avant 13h45																																	
Eviter toute adresse manuscrite.																																	
Les publipostages en grands nombres sont à anticiper (sur demande de devis). Les traitements commandés sur devis ne sont pas à comptabiliser dans ce fichier.																																	
janv-27	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	TOTAL	
	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	0	
MISE SOUS PLI + AFFRANCHISSEMENT																																	
• Mises sous pli 1 feuille																																	
• Mises sous pli 2 à 5 feuilles																																	
AFFRANCHISSEMENT																																	
LETTRES RECOMMANDEES AVEC AR																																	
• France																																	
• International																																	
LETTRES VERS DEPARTEMENT 68																																	
• Enveloppes PETITE C6																																	
• Enveloppes MOYENNE C5																																	
• Enveloppes GRANDE à fenêtre C4																																	
• Enveloppes GRANDE à soufflet C4																																	
LETTRES FRANCE HORS DEPARTEMENT 68																																	
• Enveloppes PETITE C6																																	
• Enveloppes MOYENNE C5																																	
• Enveloppes GRANDE à fenêtre C4																																	
• Enveloppes GRANDE à soufflet C4																																	
LETTRES INTERNATIONAL																																	
• Enveloppes PETITE C6																																	
• Enveloppes MOYENNE C5																																	
• Enveloppes GRANDE à fenêtre C4																																	
• Enveloppes GRANDE à soufflet C4																																	
COLIS																																	
• France																																	
• International																																	
LETTRES PREAFFRANCHIES																																	
• Toutes destinations																																	
TOTAL GENERAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		

## 7.2.2. Prise en charge des courriers/colis

Une caisse de courriers par site (dimensions indicatives d'1 caisse : L 60 x l 40 x h 36 cm) est à prendre en charge chaque jour ouvré (volume indicatif non contractuel), ainsi qu'occasionnellement l'un ou l'autre colis à expédier.

La collecte s'effectue chaque jour ouvré sur les deux sites suivants :

- 51 rue de Stalingrad à Mulhouse – 68100, **entre 12h45 et 13h15** (1 caisse),
- 19 boulevard du Champ de Mars à Colmar – 68000, **entre 13h30 et 14h15** (1 caisse).

Au regard de cette fourchette horaire, l'horaire précis de collecte sera à convenir avec le titulaire en début d'exécution du marché.

Le titulaire sera prévenu en cas de fermeture exceptionnelle.

En cas de retard ou de modification dans l'organisation de la collecte, le prestataire s'engage à prévenir sans délai les contacts de la CPAM désignés en début de marché.

Le titulaire s'engage, à ses frais et sous sa responsabilité, à conserver les plis/colis en bon état d'utilisation, à les protéger de tout vol, perte, dégradation.

- Les **lettres recommandées** à prendre en charge sont prêtes à affranchir :
  - Formulaire agréé par La Poste complété et apposé par la CPAM (formulaire à remplissage manuscrit avec apposition du code barre au recto de l'enveloppe, ou liasse informatisée LIRE avec code barre) ;
  - Adresse d'expédition ;
  - Adresse et service expéditeur CPAM afin que les AR soient directement retournés à la CPAM.

Si nécessaire, les lettres recommandées sont accompagnées d'un formulaire de dépôt en nombre complété par chaque service expéditeur.

Lors de la collecte, les preuves de dépôts postaux du jour ouvré précédant sont remises au représentant CPAM chargé de la supervision des opérations de collecte/dépôt.

- Les **colis** sont pris en charge par le prestataire sans formulaire spécifique (remise du colis avec simplement l'adresse du destinataire et le service expéditeur), à charge pour le prestataire d'apposer les formulaires agréés par la Poste ou le transporteur. Les transports de colis qui ne relèvent pas des tarifs postaux sont traités sur signature préalable d'un devis.
- Le prestataire devra également obligatoirement être en mesure de prendre en charge des plis pour un dépôt de catégorie postale de type **Destineo**. Les autres catégories d'affranchissement postal pourront être commandées selon évolution de la gamme postale et possibilités du titulaire.

Dans tous les cas, la solution devra permettre à la CPAM de disposer très rapidement des preuves de dépôts, des accusés de réception et des plis qui n'ont pu être distribués par La Poste, le cas échéant.

### 7.2.3. Bons de commande et délai d'exécution - Délai de dépôt des plis à La Poste

La notification d'attribution du marché vaut bon de commande des prestations forfaitaires de transport (forfaits 1.1.1 et 1.1.2) sur toute la durée du marché et à compter du **22 avril 2026**. L'émission d'un bon de retrait pourra faire cesser les prestations de transport au départ de l'un ou l'autre site.

La remise d'un courrier ou colis vaut bon de commande de traitement. Le délai d'exécution part du jour de remise du pli ou colis par la CPAM au titulaire.

#### Délai d'exécution des courriers ou colis :

DELAI DE MIS SOUS PLIS, D'AFFRANCHISSEMENT ET DE DEPÔT POSTAL (avant l'heure de limite de dépôt postal)
<b>J + 1 maximum</b>

Le titulaire garantit à la CPAM du Haut-Rhin qu'après avoir collecté les courriers, ces derniers sont mis sous pli, affranchis et déposés conformément au délai indiqué ci-dessus. En cas de retard d'exécution, le titulaire du marché encourt l'application des pénalités prévues à l'article 15 du présent CCATP.

#### 7.2.4. Conditionnements et comptes d'imputation

Le prestataire fournit les **caisses** nécessaires au transport **sécurisé** et au suivi des courriers (fourniture par le prestataire de colliers rilsan ou autre système, pour la fermeture des caisses).

Les caisses contiennent des pochettes identifiées par service expéditeur.

Les **pochettes** identifiées par service expéditeur sont fournies par la CPAM.

A chaque collecte, le prestataire retourne impérativement les pochettes du courrier pris en charge la veille.

Chaque pochette mentionne le service expéditeur et la gestion sur le compte duquel il y a lieu d'imputer les mises sous plis et les affranchissements.

Le cas échéant, les comptes utilisateurs sont à modifier pour correspondre aux libellés des services expéditeurs mentionnés sur les pochettes.

L'offre du prestataire doit inclure a minima **30 comptes**.

#### 7.2.5. Mise sous pli

Les mises sous plis sont en partie effectuées manuellement en amont par les agents de la CPAM.

Les mises sous plis à traiter par le titulaire sont soit mono feuillet, soit multi feuillets.

A titre indicatif, sur le 1<sup>er</sup> semestre 2025, la proportion constatée de courriers à mettre sous pli par le prestataire était de 30 % de mono feuillets contre 70 % de multi feuillets.

Dans chaque pochette, une partie des courriers est déjà sous plis fermés. Les courriers restant à mettre sous plis et qui sont constitués de plusieurs feuilles sont agrafés (jusqu'à 5 feuilles). Les courriers d'une seule feuille à mettre sous plis sont rassemblés en une pile distincte par service.

La solution du prestataire devra permettre le suivi statistique des mises sous pli qu'il réalisera, suivi respectif à chaque service (minimum 30 comptes) : statistiques journalières, mensuelles, annuelles, total et total par compte service. Les statistiques relatives aux prestations exécutées la veille sont à fournir quotidiennement.

Les enveloppes mécanisables à utiliser par le titulaire (format unique de 114 x 229 mm, à fenêtre) sont fournies par la CPAM en début de marché, puis annuellement ou selon besoins. Les enveloppes utilisées ne permettent pas d'identifier précisément l'expéditeur (simple mention générique « Assurance Maladie »).

A la fin du marché, les enveloppes restantes sont restituées par le titulaire dès lors qu'il n'en a plus l'usage pour finaliser l'exécution du marché. Il en est de même pour les pochettes et tout objet dont la CPAM est propriétaire. A cet effet, il convient d'un rendez-vous avec un responsable CPAM sur site de collecte.

#### 7.2.6. Affranchissement

Les **colis** à transporter pourront présenter différents formats et poids éligibles en fonction du transporteur (tarifs d'affranchissement Colissimo ou autre).

Les **plis** à traiter ont les **formats et caractéristiques principales suivantes** :

FORMATS sans soufflet	DIMENSIONS en mm	Dimension fenêtres	Position fenêtre bord droit / bord inférieur	Type	Référence (GPV)	Référence CPAM
C6/C5	114x229	45x100	20BI/20BD	Mécanisable tout matériel blanche papier 80 g	3422 NF environnement	303
C5	162x229	45x100	62BI/20BD	Blanche auto adhésive papier 80 g	3531 NF environnement	310
C4	229x324	50x100	52BS/20BD	Kraft auto adhésive 90g	3585 NF environnement	321

Les enveloppes à **soufflet** sont utilisées pour les envois plus volumineux (plus de 100 feuilles). Seules ces enveloppes à soufflet devraient présenter, selon le cas, des adresses destinataires manuscrites.

Le **recto** des enveloppes ne présente aucune inscription à gauche, à droite ou en dessous du pavé d'adresse destinataire. Le **verso** ne présente aucune inscription au bas de l'enveloppe (zone vierge d'au moins 20 mm au bas du verso).

Le **recto** des enveloppes présente généralement dans le coin haut à gauche, un logo et/ou la mention de l'entité expéditrice (Assurance Maladie, UIOSS, Service Social CARSAT, Centre d'Examens de santé de Mulhouse...), mais ne précise **pas d'adresse d'expéditeur**.

La CPAM s'attachera à optimiser la disposition, les formats, et la qualité des **adresses destinataires** afin de les rendre éligibles au tarif industriel mécanisable. Le titulaire apportera ses conseils à cet effet.

En cas d'erreur d'affranchissement :

- Dans le cas où l'affranchissement effectué est inférieur au tarif postal en vigueur pour le type d'envoi commandé et de poids, le titulaire du marché s'acquittera de la différence dès lors que le courrier est retourné par La Poste pour insuffisance d'affranchissement. Il s'acquittera également des taxes correspondantes, ainsi que des pénalités prévues à l'article 15, le cas échéant,
- Dans le cas où l'affranchissement effectué est supérieur au tarif correspondant à la commande (erreur de catégorie postale, de poids, d'option...) il appartient au titulaire d'annuler les empreintes de la machine à affranchir et de demander sans délai à la Poste le remboursement des empreintes annulées. Le titulaire tient compte de ces remboursements pour l'établissement de ses refacturations d'affranchissement. En cas de constat d'affranchissement à un tarif supérieur sans remboursement postal, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 15.4.

La très grande majorité des courriers est à destination du **département 68** (assurés affiliés à la CPAM du Haut-Rhin de par leur lieu d'habitation – au moins 80% des Ecoplis).

### Livrables et états statistiques à produire à la CPAM

La solution du prestataire devra permettre le suivi statistique détaillé des mises sous plis et des affranchissements par service respectif (fourniture d'historiques au format Excel, avec les caractéristiques détaillées de chaque envoi : date, service expéditeur, catégorie postale, poids, tranche de poids, prix..., historiques cumulés par jour, par mois, par an).

Statistiques journalières :

Le prestataire transmettra ou rendra disponible à distance les données des courriers/colis traités et affranchis le jour ouvré précédent.

Statistiques cumulées :

Le titulaire remettra ou rendra disponible, au premier du mois, les fichiers statistiques du mois précédant et les cumuls annuels au **format Excel**.

### 7.2.7. Acheminement à La Poste pour expédition aux destinataires

Le titulaire prendra en charge le courrier et livrera le courrier à La Poste pour expédition aux destinataires.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire et ne pourra être facturée en aucun cas à la CPAM du Haut-Rhin sauf cas de force majeure dûment prouvée.

Conformément au CCAG-FCS le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

### 7.2.8. Sécurité des transports

Les véhicules utilisés devront répondre à toutes les normes de sécurité de transport de marchandises courantes.

Le titulaire s'engage obligatoirement à mettre en place une procédure de remplacement fiable, ainsi qu'une procédure de traçabilité des flux pris en charge et transportés. Il produira à la CPAM du Haut-Rhin les documents et justificatifs de traçabilité des flux transportés.

### 7.2.9. Continuité de service

Le prestataire met tout en œuvre pour assurer la continuité du service et le respect des délais et de ses différents engagements, et veille notamment tout particulièrement :

- À disposer de véhicules et d'un parc de machines en adéquation avec les volumétries et les prestations à traiter et en bon état de fonctionnement ;
- À assurer la maintenance préventive et curative de ses équipements au moyen de contrats stipulant de courts délais d'intervention et de remise en ordre de marche, la disponibilité des pièces et toutes solutions palliatives en cas de panne (prêt ou changement d'équipement, traitement par un sous-traitant - sur acceptation préalable – cf. le formulaire DC4...)  
En cas de sous-traitance, le sous-traitant est soumis aux mêmes règles de confidentialités que le titulaire, notamment pour ce qui est des plis à traiter ;
- À prendre toutes dispositions permettant un remplacement rapide du personnel en charge des différents traitements, le cas échéant.

Le titulaire est ainsi garant de la continuité du service par tout moyen et à ses frais.

### 7.2.10. Contrôle des prestations et des facturations et délais d'information

La CPAM pourra auditer le bon respect des consignes de mise sous pli et d'affranchissement, dans les locaux du prestataire. Le cas échéant, le prestataire sera informé de l'audit avec un préavis minimum d'une semaine.

L'ensemble des courriers pourra être pesé avant prise en charge par le titulaire, pour permettre des vérifications de cohérence avec le poids des courriers affranchis et facturés.

La CPAM pourra vérifier la cohérence avec les statistiques, les preuves de dépôt et les facturations du titulaire. Tout écart significatif constaté par la CPAM sera signalé au titulaire et pourra déclencher un audit dès le lendemain dans les locaux du prestataire.

Un courrier ayant pour seul objet le contrôle de sa bonne prise en charge pourra être envoyé de manière aléatoire.

Le titulaire mettra par ailleurs en œuvre tous les moyens de contrôle et de sécurisation auxquels il s'est engagé dans son offre.



Le titulaire doit produire tous les autres documents, justificatifs ou statistiques qui lui sont demandés par la CPAM dans un délai maximum de **5 jours ouvrés** à compter de la demande.

Par dérogation aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS, le contrôle quantitatif et qualitatif de la CPAM s'effectue sur ces bases. A défaut de notification de décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, les prestations sont réputées admises après 30 jours ouvrés.

### 7.3. DEBUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations de **collecte** et traitement des plis débutent le **mercredi 22 avril 2026**.

### 7.4. REUNIONS

Sur demande de la CPAM, le titulaire participera à des réunions ou visios périodiques de suivi d'exécution du marché (fréquence trimestrielle, ou sur demande expresse de l'une ou l'autre partie en cas de difficulté particulière).

Lors des réunions périodiques, et au regard de la nature des plis quotidiennement pris en charge, le titulaire s'attachera à apporter les conseils et pistes d'amélioration à mettre éventuellement en œuvre par la CPAM pour permettre l'obtention de meilleurs tarifs d'affranchissement.

### 7.5. MODALITE DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Dès notification du marché, les parties désignent une ou plusieurs personnes physiques habilitées à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

Les parties conviennent que les informations ou décisions peuvent être notifiées par courriel avec accusé de réception ou par le profil acheteur :

- Courriels CPAM : [polemarches.cpam-hautrhin@assurance-maladie.fr](mailto:polemarches.cpam-hautrhin@assurance-maladie.fr)  
[encadrement.ugf.cpam-hautrhin@assurance-maladie.fr](mailto:encadrement.ugf.cpam-hautrhin@assurance-maladie.fr)
- Courriel du titulaire : **celui désigné dans l'acte d'engagement ATTRI1** (ou à défaut, le courriel désigné par écrit avec accusé de réception par la titulaire en début de marché).

Les parties conviennent que toute modification du courriel à utiliser, le cas échéant, sera convenue par écrit avec accusé de réception.

### 7.6. ACCES AUX LOCAUX

Le titulaire s'engage à intervenir dans le respect des contraintes de fonctionnement et des consignes de sécurité de l'organisme. Les conditions d'accès à l'établissement sont définies en accord avec son représentant et dans le respect de l'horaire mentionné à l'article 7.2.1.

Les locaux sont sécurisés. Le personnel chargé des collectes devra :

- Se présenter au sas d'entrée UGF au 51 rue de Stalingrad à Mulhouse,
- Au portail automatique UGF rue Chaufour à Colmar.

Les moyens d'accès sont remis au titulaire du marché avant commencement d'exécution.

L'accès aux locaux est circonscrit uniquement aux points de collecte désignés ci-dessus.

En fin de contrat, le titulaire doit rendre les moyens d'accès aux locaux confiés en début de contrat. A cet effet, il convient d'un rendez-vous avec un responsable CPAM sur site de collecte.

## 7.7. OBLIGATION DE CONSEIL - NORMALISATION ET RESPECT DE LA REGLEMENTATION

Le titulaire est force de proposition auprès de la CPAM du Haut-Rhin.

A cette fin, le titulaire est astreint à un devoir de conseil et de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires.

Le titulaire déclare que les prestations objet du présent marché sont conformes aux normes obligatoires, ainsi qu'aux normes et/ou spécifications techniques précisées dans le présent document.

Les normes et spécifications techniques susvisées sont celles en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire. Le titulaire s'engage à communiquer à l'organisme toute modification des normes en vigueur.

Le titulaire devra respecter en particulier les dispositions réglementaires et légales françaises, en matière de droit du travail et les conventions collectives qui seraient obligatoires, la CPAM du Haut-Rhin n'étant en aucun cas responsable des manquements du titulaire.

Le titulaire devra disposer des autorisations de transport en vigueur et les véhicules utilisés devront répondre à toutes les normes de sécurité de transport de marchandises courantes.

## 7.8. ENGAGEMENT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

L'objectif poursuivi par la CPAM du Haut-Rhin est d'assurer la qualité de la prestation et le respect de ses engagements sociaux et environnementaux (cf. la charte RSO).

### 7.8.1. Clause sociale - Heures d'insertion obligatoires

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

La CPAM du Haut-Rhin, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs précisés au présent CCATP et à l'acte d'engagement. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

A l'issue du marché, le titulaire étudiera toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

### Périmètre de l'action à réaliser

En application de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique, l'entreprise attributaire s'engage, pour l'exécution de son marché, à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Sur la durée du contrat, le titulaire s'engage ainsi à réaliser, **au minimum**, le nombre d'heures d'insertion suivant (nombre d'heures également mentionnées dans l'acte d'engagement) :



<b>Nombre d'heures d'insertion à réaliser</b>
<p><b>Au minimum le nombre d'heures auquel le titulaire s'est engagé sur son cadre de réponse, le cas échéant</b> (si quantité d'heures supérieure à 35 heures par année civile d'exécution du marché sur son cadre de réponse)</p> <p><b>Où à défaut d'engagement supérieur : réalisation d'au minimum 35 heures d'insertion par année civile d'exécution du marché</b></p>

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

### **Le dispositif d'accompagnement des entreprises**

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, la CPAM du Haut-Rhin a mis en place un dispositif d'accompagnement et d'assistance aux entreprises.

Les entreprises attributaires doivent prendre contact avec :

**HAUT-RHIN Clauses Sociales**  
MEF 68  
9 avenue Konrad Adenauer  
68390 SAUSHEIM  
E-mail : **[clauses@mef-mulhouse.fr](mailto:clauses@mef-mulhouse.fr)**

Le facilitateur a pour missions :

- Accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause sociale (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;
- Identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- Valider l'éligibilité des personnes en amont de leur prise de poste ;
- Mesurer et communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du contrat (à la demande).

Le titulaire s'engage à faciliter l'intervention de MEF68 et désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion.

### Publics éligibles

L'éligibilité des publics doit être vérifiée par la facilitatrice de MEF68 préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion. Par ailleurs, l'éligibilité à la clause sociale ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés.

Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif **à compter de l'attribution du marché** et pour l'exécution de celui-ci sont les suivants :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation de veuvage ou de l'Allocation d'Invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ou diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT, mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ; salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI), Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée, Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C), Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
- Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
- Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Demandeurs d'emploi sénior (plus de 50 ans), inscrites à France Travail ;
- Habitants de Quartier Prioritaire de la Ville (QPV) ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

### Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : l'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adaptée (ETTA), ou à une entreprise adaptée (EA), ou à un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

En cas de sous-traitance, le titulaire échangera avec l'acheteur et le facilitateur quant à la répartition de la volumétrie d'insertion dans un objectif d'une due répartition de celle-ci. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

Dès notification du marché, le titulaire devra prendre contact avec la facilitatrice afin de définir les modalités d'application de la clause d'insertion et le profil du ou des bénéficiaires.

### Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A la demande de la CPAM du Haut-Rhin ou de la facilitatrice, le titulaire fournit dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, attestations sur l'honneur...).

L'absence ou le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application de pénalités prévue à l'article 15 du présent CCATP.

Le titulaire doit, dès leur survenance, informer le pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, la facilitatrice étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le représentant du pouvoir adjudicateur peut procéder à la résiliation du marché.

### 7.8.2. Engagement environnemental

Le titulaire respectera les engagements environnementaux pris dans le **cadre de réponse** de son offre, le cas échéant :

- Le taux maximum d'émission en CO<sup>2</sup> de ses véhicules, le cas échéant,
- L'utilisation d'équipements de mise sous pli et d'affranchissement disposant d'un écolabel Energy Star ou d'une équivalence.

**Dans tous les cas**, les véhicules que le titulaire utilisera dans le cadre de l'exécution de ce marché ne devront pas dépasser les seuils d'émission en CO<sub>2</sub>/km suivants :

- En cas de véhicule particulier : **130 g de CO<sub>2</sub>/km**,
- En cas de véhicule utilitaire léger (charge inférieure ou égale à 3,5 tonnes) : **170 g de CO<sub>2</sub>/km**.

A défaut de respect des engagements environnementaux ci-avant, le titulaire s'expose à l'application des pénalités prévues à l'article 15 du présent CCATP.

## 7.9. SITUATION DE COMPTE

Sur demande éventuelle de l'organisme, le titulaire devra fournir un relevé des comptes de l'organisme dans ses livres, arrêté au 31 décembre de l'année échue, et faisant ressortir la position du compte de l'organisme à cette date. Les comptes concernés dans les livres du titulaire sont les comptes 411 (ventes facturées) et 418 (produits à recevoir).

## 8° MODIFICATION DU MARCHE – CLAUSE DE REEXAMEN

### 8.1. MODIFICATIONS UNILATERALES DU CONTRAT PAR ORDRE DE SERVICE

Les éventuels changements concernés par le présent article sont notifiés par la CPAM par ordre de service émis par courriel ou courrier recommandé avec accusé de réception.

Les modifications et prestations supplémentaires ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire lors de la mise en concurrence.

#### Changement de produit

Le titulaire informera la CPAM du Haut-Rhin de tout changement de produit postal ou lié aux évolutions règlementaires et technologiques. Il devra proposer des produits de substitution pour des prestations de qualité au moins équivalente.

Cette substitution de produit ne pourra être effective qu'après validation écrite de la CPAM du Haut-Rhin. Cette validation s'effectuera par ordre de service.

#### Changement de norme

En cas de changement de norme impactant les prestations, les prix pourront éventuellement être ajustés, en regard et proportion des surcoûts dûment justifiés par le titulaire et validés par la CPAM. Le cas échéant, les nouveaux prix sont actés par ordre de service.

#### Modification de la clause de révision des prix du marché

La clause de révision des prix peut être modifiée en cas de survenance d'événements qui pourraient altérer l'équilibre financier du marché, comme la disparition d'un indice de révision des prix du marché.

En cas d'extinction d'un indice de variation des prix prévu au présent CCATP, celui-ci pourra être substitué par un nouvel indice (indice très spécifique ou plus général). A défaut d'accord des parties, les derniers prix du marché sont ceux applicables jusqu'à la fin du marché (prix fermes pour la durée restante du marché). Le changement ou le gel des prix du marché sera notifié par ordre de service.

Les modifications énoncées ci-avant, ainsi que toutes autres **modifications ou prestations supplémentaires** notifiées par ordre de service, sont soumises aux dispositions de l'article 23 du CCAG-FCS.

## 8.2. MODIFICATIONS DU CONTRAT PAR ACTE SIGNE PAR LES DEUX PARTIES (AVENANT)

Sans préjudice des dispositions du CCAG-FCS relatives aux avenants, les modifications pourront être convenues entre les parties, selon les conditions ci-après.

**Changement de titulaire du marché** : Un changement de titulaire pourra éventuellement être acté sous réserve de capacité du nouveau titulaire (cf. les dispositions de l'article R2194-6 du code de la commande publique et les justificatifs de capacité exigées des candidats lors de la mise en concurrence).

En cas de changement de titulaire du marché, le nouveau titulaire s'engage obligatoirement à faire perdurer l'ensemble des droits et obligations du contrat initial. Le nouveau titulaire du marché est substitué à l'ancien titulaire pour l'ensemble de la période d'exécution du contrat, y compris pour celle s'écoulant avant le changement. Le changement de titulaire est acté par avenant.

**Modification d'un lieu d'exécution** : Les forfaits de transport pourront être modifiés au regard de changements d'organisation de la CPAM. Les sites de retrait des plis et colis peuvent notamment être amenés à changer en cours de marché (suppression ou modification de l'un ou l'autre site de retrait des plis et colis à traiter), tout en restant dans le périmètre du Haut-Rhin.

En cas de modification d'un lieu de retrait, le nouveau montant du forfait de transport sera calculé au prorata, sur la base du dernier prix de transport et du nombre de kilomètres en plus ou en moins à parcourir.

**Circonstances imprévisibles** : En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, il pourra être fait application des dispositions de l'article 25 du CCAG-FCS - Clause de réexamen.

**Autres changements** : En cas d'évolution des besoins, le contrat pourra par ailleurs être modifié par la conclusion d'un avenant, dans la limite des dispositions prévues par le code de la commande publique.

## 9. CONFIDENTIALITE – LIVRET DE SECURITE DU PRESTATAIRE

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions du présent article. En cas de sous-traitance, les mêmes obligations s'imposent au sous-traitant.

### 9.1. CONFIDENTIALITE

Chaque partie au contrat s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui sont communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Les parties entendent préciser que sont considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles ;
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat ;
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat ;
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat ;
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie ;
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission ;
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat ;
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre partie et sans restriction ;
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre partie.

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de **cinq (5) ans** à compter de la fin du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

## 9.2. LIVRET DE SECURITE DU PRESTATAIRE – LISTE A EMARGER

Pendant toute la durée du contrat, la CPAM doit être tenue informée des personnels et mouvements de personnels intervenants sur son système d'information et/ou dans ses locaux.

Le titulaire s'engage à diffuser le **livret de sécurité du prestataire** à l'ensemble des personnels qui interviennent pour l'exécution du présent marché (tout personnel en charge de l'exécution du marché, inclus les personnels des co-traitants et des sous-traitants, le cas échant). A cet effet, le titulaire remet à la CPAM, en début d'exécution du marché, et au fur et à mesure des changements, une liste émargée par les personnels concernés.



## **10. CONFORMITE INFORMATIQUE ET LIBERTE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les Parties au présent contrat s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

### **10.1. RESPONSABILITE DES PARTIES AU CONTRAT**

Dans le cadre du présent contrat, le **titulaire du marché est considéré comme le sous-traitant** au sens de la réglementation dite « informatique et libertés » et du « Règlement général sur la protection des données » (RGPD).

Est qualifiée de « sous-traitant », au sens de l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ».

La CPAM du Haut-Rhin est responsable des traitements de données nécessaires à la mise en œuvre de la gestion des courriers (traitement nécessaire au fonctionnement courant de l'établissement) ici concerné.

Chacune des parties, s'engage à communiquer les coordonnées de contact de son *délégué à la protection des données* (DPO) si le sous-traitant est tenu d'en désigner un selon les termes de l'article 37 du RGPD et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, documentation nécessaire à la preuve de la conformité)

### **10.2. DESCRIPTION DES TRAITEMENTS EFFECTUES PAR LE SOUS-TRAITANT**

Le sous-traitant au sens du RGPD (c'est-à-dire le titulaire du marché) est autorisé à traiter pour le compte et au nom du responsable du traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les services/prestations suivant(e)s :

- édition de courriers à partir fichiers mis à disposition,
- vérification des éditions au regard des flux mis à disposition,
- mise sous-pli,
- affranchissement,
- envoi postal,
- traitement des retours (preuves de dépôts, accusés de réception, courriers non distribués).

A cet effet, le sous-traitant est autorisé à traiter des données suivantes : Les courriers et leurs pièces jointes, les preuves de dépôts et accusés de réception.

Ces documents peuvent comporter les données suivantes :

Données des bénéficiaires et/ou ayants-droits :

- Nom/prénom,
- N° d'immatriculation (NIR),
- N° dossier (AT/MP),
- Lieu et date de naissance, filiation,
- Adresse postale,
- Prestations en nature ou revenus de substitution,
- Éléments financiers : montant pension / indemnités / rente, élément de calcul, salaire, remboursements,
- Droits,
- Décision administrative, décision d'ordre médico-administrative,

- Certificat médical, arrêt de travail, déclaration accident du travail ou de maladie professionnelle,
- Accident de travail, maladie professionnelle et leur date,
- N° de créance,
- Motif, montant de la créance,
- RIB.

Données des professionnels de la santé/établissements :

- N° d'identification,
- Nom/prénom/dénomination,
- Adresse postale,
- N° créance,
- Motif, montant de la créance,

Données des employeurs :

- N° SIRET,
- Nom/prénom/dénomination,
- Adresse postale,
- N° créance,
- Motif, montant de la créance,

Données de l'organisme CPAM :

- Nom/prénom agent,
- Signature,
- RIB CPAM.

Les personnes concernées par le traitement de leurs données sont :

- Les bénéficiaires de la CPAM du Haut-Rhin et leurs ayants droits,
- Les professionnels de la santé/établissements,
- Les employeurs,
- Les agents CPAM.

Le nombre de plis indicatif par an : 62.000.

### **10.3. ENGAGEMENT DE CHACUNE DES PARTIES**

De façon générale, le titulaire du marché s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la seule finalité prévue par le présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat, soit à ne pas divulguer les données à caractère personnel à d'autres personnes sans l'accord préalable de l'autre partie, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Ne pas vendre, céder, louer, copier ou transférer les données à caractère personnel sous quelque raison que ce soit sans obtenir l'accord explicite préalable de l'autre partie ;
- Mettre en oeuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité de nature à éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données à caractère personnel ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale de confidentialité ;
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;



- Informer au plus tard dans les 48 heures l'autre Partie de toute suspicion de violation de données à caractère personnel accidentelle ou non et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Mettre à la disposition de l'autre partie toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la CPAM du Haut-Rhin lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CPAM du Haut-Rhin rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de ses obligations.

La CPAM du Haut-Rhin s'engage à :

- Fournir toute la documentation nécessaire à l'exercice de la mission déléguée au sous-traitant ;
- Informer le sous-traitant de toute information pouvant impacter sa mission ;
- Faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiés.

#### 10.4. MESURES DE SECURITE

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurités énoncées dans les différents documents du marché, dont :

- Le cadre de réponse technique, partie concernant le dispositif **RGPD** et la politique de **sécurité du système d'information** ;
- La diffusion du **livret de sécurité** pour respect, par tous les intervenants, de la politique sécurité de la CPAM ;
- Toutes les mesures, notamment informatiques, nécessaires assurant une protection adéquate des données traitées pour le compte de l'Assurance Maladie.

#### 10.5. ANALYSE DE LA CONFORMITE ET DOCUMENTATION

Dans le cadre du présent contrat, il revient au responsable du traitement de mettre en œuvre les mesures nécessaires propres à garantir la conformité du traitement. A cet effet, il est rappelé par chacune des Parties que le sous-traitant a pour obligation d'aider le responsable du traitement au respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD.

Le sous-traitant est tenu de :

- Rédiger /réalisation la documentation utile : fiche registre ;
- Procéder à la réalisation d'une étude d'impact sur la vie privée (EIVP) ;
- Accompagner le responsable du traitement dans la réalisation de la documentation.

Dans tous les cas, il revient au responsable de traitement de déterminer l'opportunité d'une saisine préalable de la Cnil et cela quel qu'en soit le motif.

#### 10.6. INCIDENT DE SECURITE ET SUSPICION DE VIOLATION DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de suspicion ou de violation de donnée avérée, le sous-traitant s'engage à le notifier au DPO de la CPAM du Haut-Rhin. Il reviendra à la CPAM du Haut-Rhin d'engager les actions nécessaires en fonction des risques engagés pour la vie privée des assurés. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

## 10.7. EXERCICE DES DROITS DE PERSONNES

Les personnes concernées par les opérations de traitement recevront les informations requises, au moment de la collecte de données lorsque des données à caractère personnel sont collectées auprès de la personne concernée, ou dans les délais requis lorsque les données à caractère personnel n'ont pas été collectées auprès de la personne concernée, conformément aux articles 12 à 14 du RGPD.

Les parties conviennent que ces informations seront fournies suivant les modalités suivantes :

La CPAM du Haut-Rhin procède à l'information préalable des personnes au moyen :

- Conformément aux articles 5, 12, 13 ou 14 du RGPD relatifs à la transparence sur les traitements et sur les informations à communiquer aux personnes concernées, les informations figurent dans la politique générale de protection des données personnelles présente sur [ameli.fr](http://ameli.fr).
- Par mention d'information présente sur [ameli.fr](http://ameli.fr)

Tous ces supports : politique générale de protection des données personnelles et mention d'information sont fournis par la CPAM du Haut-Rhin.

Les personnes concernées par le traitement disposent d'un droit d'accès et de rectification à ces données ainsi que d'un droit à la limitation ou à l'opposition à leur traitement mise en œuvre dans le cadre de la gestion des courriers, traitement susvisé. L'exercice de ces droits peut être effectué en contactant le DPO de la CPAM du Haut-Rhin par courrier postal à l'adresse suivante :

**CPAM du Haut-Rhin, 19 Bd du Champ de Mars – BP 40454, 68022 COLMAR Cedex.**

Dans le cadre d'une demande d'accès, il reviendra à la CPAM du Haut-Rhin de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au respect des droits précités.

Le sous-traitant s'engage alors, et en cas de besoin motivé, à ce que des organismes locaux d'assurance maladie, après saisine par la CPAM du Haut-Rhin :

- Fournissent les données personnelles dans les délais permettant une réponse à la personne concernée par le traitement susvisé dans les délais requis par la réglementation relative à la protection des données personnelles ;
- Prennent en compte toute demande de rectification ou de suppression des données.

Pour ce faire, la CPAM du Haut-Rhin contacte le DPO du titulaire.

## 10.8. SORT DES DONNEES

Au terme de la prestation de services relatifs à la fin de la gestion des courriers, le sous-traitant s'engage à :

- Détruire toutes les données à caractère personnel (fichiers) ou courriers contenant des données à caractère personnel édités,
- **Le formulaire ci-après, « attestation de destruction »**, doit être complété, signé et retourné par voie postal au DPO de la CPAM du Haut-Rhin, 19 bd du Champ de Mars, BP 40454, 68022 COLMAR Cedex.

A l'attention du DPO de la CPAM du Haut-Rhin,  
 19 bd du Champ de Mars, BP 40454 COLMAR Cedex  
[dpo.cnam-hautrhin@assurance-maladie.fr](mailto:dpo.cnam-hautrhin@assurance-maladie.fr)

## ATTESTATION DE DESTRUCTION / SUPPRESSION

Je soussigné(e) .....  
 représentant la société (dénomination et adresse complète)  
 .....  
 .....

certifie avoir détruit, supprimé de tout dossier papier, messagerie professionnelle, messagerie personnelle, ou tous autres supports informatiques (ordinateur, serveur, clé USB, cloud, disque dur, tablette, carte mémoire...) les données mises à disposition dans le cadre de la gestion des courriers.

Fait à .....

Le.....

Nom, prénom, signature,

Cachet de l'entreprise :

## 11. CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE

### 11.1. FORME DU PRIX

Le présent marché est conclu à prix **unitaires**. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les tarifs d'affranchissement indiqués au point 2 de l'annexe financière (annexe 1 à l'acte d'engagement) sont des tarifs maximums auxquels s'engage le candidat. Sont facturés les prix unitaires d'affranchissement éventuellement inférieurs réellement obtenus.

### 11.2. NATURE DE PRIX

Les prix sont **révisables** annuellement selon les modalités mentionnées à l'article 11.4.

### 11.3. CONTENU DES PRIX

Il est fait application de l'article 10.1.3. du CCAG-FCS. Les prix sont réputés complets et comprennent ainsi toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Ils comprennent toutes les prestations mentionnées au présent CCATP, notamment les prestations liées à la gestion des comptes services, les solutions informatiques ou autres dispositifs nécessaires à l'exécution et au suivi des prestations.

Les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

## 11.4. VARIATION DES PRIX

- Les prix d'acheminement postaux correspondent aux tarifs de La Poste et suivent simultanément l'évolution des tarifs de La Poste.
- Les autres prix sont révisés annuellement, à la baisse comme à la hausse. La révision prend effet au 1er janvier par application de la formule suivante :

$$P = P^0 \times (0,15 + 0,85 \times \frac{I}{I^0})$$

$P^0$	Prix d'origine
$P$	Prix révisé
$I^0$	<b>Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 53.20 – Autres services de poste et de courrier »</b> <b>Identifiant 01076655</b> publié mensuellement et disponible à l'adresse suivante : <a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766557#Revision">https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766557#Revision</a> Valeur de référence initiale retenue : <b>108,2</b> (indice provisoire du 2 <sup>ème</sup> trimestre 2025).
$I$	<b>Indice <u>final</u> des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 53.20 – Autres services de poste et de courrier »</b> <b>Identifiant 01076655</b> Dernier indice connu, même s'il est provisoire, le 1 <sup>er</sup> du mois précédant la prise d'effet de la révision soit l'indice connu au 1 <sup>er</sup> décembre.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Exemple : si  $I^0=107$  et  $I=110$   $110/107=1,0280373832$   
coefficient de révision=1,029 nouveau prix = prix d'origine x 1,029

## 12. FACTURATION

### 12.1. MODALITES D'ETABLISSEMENT DES FACTURES

Les demandes de paiement sont établies par le titulaire sur la base **d'une facture détaillée mensuelle**, dressée au début de chaque mois pour les prestations entièrement exécutées le mois précédent, c'est-à-dire après service fait et fourniture d'accès aux données statistiques détaillées des courriers traités sur la période.

Chaque facture sera **électronique** et devra présenter, outre les mentions légales, toutes les mentions obligatoires prévues à l'article D2192-2 du code de la commande publique modifié par le décret 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique notamment :

- la date,
- le numéro du marché**,
- le total toutes taxes comprises,
- les libellés des prestations exécutés et les quantités par type de prestation,
- les montants hors taxes et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA,
- le total toutes taxes comprises,
- l'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée à l'acte d'engagement,
- les remboursements d'avance, le cas échéant.

En cas de variation des prix telle que prévue à l'article 11.4. le titulaire fournira par ailleurs le détail des calculs aboutissant aux nouveaux prix unitaires ou le nouveau barème de La Poste. Il joindra également un bordereau des prix mis à jour.

En cas de groupement, seul le mandataire est habilité à présenter une demande de paiement.

En cas de groupement ou de sous-traitance, il est fait application de l'article 12 du CCAG-FCS.

## 12.2. MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES

Les factures, à libeller au nom de la CPAM, sont à transmettre exclusivement via le portail internet **CHORUS PRO**.

Contact CPAM relatif aux facturations et paiements :

[gda.ordo.cpam-hautrhin@assurance-maladie.fr](mailto:gda.ordo.cpam-hautrhin@assurance-maladie.fr)

## 13. NANTISSEMENT OU CESSIONS DE CREANCE

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-62 du CCP.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R2191-55 du CCP est le Directeur de la CPAM du Haut-Rhin ou son représentant habilité.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur de la CPAM ou ses représentants habilités.

## 14. REGLEMENT

Le paiement sera effectué en créditant le compte ouvert au nom du titulaire.

Le titulaire devra avertir sans délai la CPAM du Haut-Rhin de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal original.

Les prestations, acceptées donnent lieu à paiement(s) définitif(s). Le cas échéant, le montant des pénalités prévues à l'article 15 du présent CCATP sera retenu par compensation sur les règlements au titulaire.

### 14.1. DELAI DE PAIEMENT

Les sommes dues sont payées dans un délai maximum de **trente jours** à réception par la CPAM d'une **facture conforme** (cf. l'article R2192-10 du code de la commande publique).

### 14.2. RETARD DE PAIEMENT

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Conformément à l'article R2192-31 du code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En outre, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de quarante euros pour frais de recouvrement.

## **15. PENALITES**

Le présent article déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards ou manquement constatés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent selon les dispositions ci-après.

En cas de circonstances échappant à la responsabilité du titulaire, le mettant dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, le titulaire pourra être exonéré des pénalités de retard et les délais d'exécution pourront dans ce cas être prolongés.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 200 € par année civile d'exécution du marché.

Le montant total des pénalités de retard applicables sur un mois considéré, ne peut excéder 25% du montant total des prestations hors taxes admises le même mois. Pour le calcul des 25%, il n'est pas tenu compte du montant d'affranchissement postal.

Les pénalités ci-après sont appliquées :

### **15.1. PENALITES POUR RETARD**

- Une pénalité de 250 € par jour ouvré de retard dans la mise en route complète des prestations (1<sup>ère</sup> collecte après notification d'attribution du contrat avec au moins 20 jours calendaires de préparation) ;
- Une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard de dépôt postal (divergence entre le nombre de plis remis et le nombre affranchi et déposé dans le délai mentionné à l'article 7.2.3.) ;
- Une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard en cas d'absence de mise en œuvre d'une solution de secours, pour toute raison, y compris pour panne d'un équipement ;
- Une pénalité de 10 € par dépassement horaire de collecte du courrier et par demi-heure de retard ;
- Une pénalité de 30 € par jour ouvré de retard de mise à disposition des statistiques ;
- Une pénalité de 5 € par dépassement de tout autre délai auquel s'est engagé le titulaire et par jour ouvré de retard (ex. : remise d'un justificatif, retour des pochettes et caisses vides).

### **15.2. PENALITES POUR ABSENCE**

- Une pénalité de 100 € par absence injustifiée à une réunion programmée (dont réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale) ;

### **15.3. PENALITES POUR PERTE OU DETERIORATION IMPUTABLE AU TITULAIRE**

- Une pénalité forfaitaire de 800 € par pochette-service sera appliquée en cas de perte avec son contenu ou en cas de détérioration ;
- Une pénalité de 30 € par courrier sera appliquée en cas de perte (non cumulable avec la pénalité ci-avant, le cas échéant) ou détérioration ;
- Une pénalité de 100 € par colis sera appliquée en cas de perte ou détérioration avant remise à la Poste ou autre transporteur le cas échéant ;

- Une pénalité de 30 € par pochette service vide sera appliquée en cas de perte ou détérioration.

L'objet sera considéré comme définitivement perdu au 5ème jour ouvré après sa collecte (exemple : collecte un lundi --> pénalité pour perte applicable si non restitution au plus tard le lundi suivant). La pénalité pour perte s'applique à la place de toute pénalité de retard relative au même objet.

#### **15.4. PENALITES POUR NON CONFORMITE**

- Une pénalité de 100 € par défaut d'affranchissement constaté et par jour (quels que soient le nombre de plis avec défaut), applicable à compter du 3ème constat (insuffisance d'affranchissement, défaut de catégorie postale - ex. affranchissement au tarif Ecopli égrené au lieu du tarif industriel d'engagement par exemple) ;
- En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion par l'activité économique, le titulaire subira une pénalité égale à 60 € par heure non réalisée ;
- En cas de défaut caractérisé de transmission des informations à la facilitatrice dans les conditions définies à l'article 7.8.1 partie « contrôle de l'action d'insertion » du présent CCATP, le titulaire subira une pénalité de 100 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par la CPAM ;
- Une pénalité de 150 € sera appliquée par non-conformité constatée et par jour relative à l'engagement environnemental (sur le taux maximum d'émission en CO<sup>2</sup> des véhicules de transport dédiés aux prestations ou sur le label Energy Star ou équivalent) ;
- Pénalité en cas de méconnaissance de la réglementation RGPD : 300 € par constat.

#### **16. DOMMAGES ET RESPONSABILITE**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

#### **17. ASSURANCES**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

A l'attribution du marché, puis en cours d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation en cours de validité établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

En cours d'exécution du marché, et conformément à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à produire dans un délai de quinze jours une attestation d'assurance en cours de validité sur toute demande faite par l'organisme ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance.

A défaut, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 41.1.f du CCAG-FCS.



## 18. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Il est fait application de l'ensemble des dispositions de l'article 6 du CCAG-FCS.

Le titulaire fournira, sur simple demande de la CPAM, toutes déclarations et tous certificats attestant de l'emploi de main-d'œuvre dans des conditions régulières.

Par ailleurs, le titulaire du marché fournira spontanément six mois après la notification du marché, **puis tous les 6 mois** jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la CPAM, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com>

A défaut de satisfaire à ces obligations, le titulaire s'expose à la résiliation pour faute du marché selon les dispositions des articles 41 et 43 du CCAG-FCS.

## 19. ACOMPTES ET AVANCES

Sans objet.

## 20. STIPULATIONS APPLICABLES AUX GROUPEMENTS

Pour l'exécution du marché, en cas de groupement conjoint, et en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article R2142-24 du code de la commande publique, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'organisme.

## 21. RESILIATION DU MARCHE

En complément des modalités de résiliation prévues à l'article 4 du présent CCATP, les modalités de résiliation du présent marché sont celles du CCAG-FCS.

La CPAM se réserve ainsi notamment le droit de résilier le présent contrat aux torts du titulaire, sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité, en cas d'acte frauduleux, d'infractions à la législation ou à la réglementation, d'incapacité à respecter les clauses du présent contrat après mise en demeure préalablement notifiée.

En cas de résiliation, un décompte de résiliation sera établi dans les conditions de l'article 43 du CCAG-FCS.

## 22. LITIGES, LANGUE, MONNAIE

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent CCATP, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le titulaire en cas de différend avec l'organisme est celle exposée à l'article 46 du CCAG-FCS.

Les parties contractantes peuvent également recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile (cf. les articles 1442 et suivants).

Pour tout litige survenant au sujet de l'exécution du présent contrat, les tribunaux seuls compétents sont les tribunaux civils dont la juridiction s'exerce sur la localité de Colmar.



Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA.

La monnaie de compte est l'euro.

### 23. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du présent CCATP introduisant ces dérogations
14. Pénalités	15. Pénalités
27. Opération de vérifications	7.2.10. Contrôle des prestations et des facturations et délais d'information
28. Déroulement des opérations de vérification	
42. Résiliation pour motif d'intérêt général	4. Durée du marché

*N.B : Le CCATP n'est pas modifiable. Du seul fait de la remise de leur offre, les candidats s'engagent à le respecter en l'état. Toute réserve émise sur le CCATP est réputée non écrite.*

*Dressé par le représentant du Pouvoir Adjudicateur,  
L'Autorité Compétente habilitée à signer les marchés.*